



Traite des êtres humains



Paris, le 22 mai 2014

**PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU RESEAU EUROMEDITERRANEEN  
DE LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS**

**Préparation de la mission en Bosnie – Mai 2014**

**I – LE PROGRAMME SUR 3 ANS DANS LEQUEL S'INTEGRE, POUR L'ESPACE EUROMEDITERRANEEN, LA RECHERCHE – ACTION DES CARITAS ET LEURS PARTENAIRES SUR LA TRAITE DANS LES SITUATIONS DE CONFLITS ET POST CONFLITS**

**I.1 – RESUME**

Ce projet euro-méditerranéen rassemble une douzaine de partenaires Caritas engagés dans la lutte contre la traite des êtres humains et vise à enrichir leur réflexion et leur savoir-faire par l'échange de pratiques sur les méthodes de lutte contre la traite des êtres humains, en tant que phénomène évolutif. Il contribue à développer le plaidoyer dans chaque pays comme au niveau européen. Ce projet complète ceux menés dans chaque pays par Caritas et ses partenaires qui sont aussi tous membres du réseau mondial Coatnet (Chrétiens contre la traite des êtres humains).

**I.2 - CONTEXTE**

**Présentation du contexte thématique**

La traite des êtres humains désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes. La traite des êtres humains occuperait la troisième place des activités criminelles les plus lucratives, après le trafic de drogue, et le trafic d'armes. De nouvelles formes de traite à des fins d'incitation au vol ou au délit se développent, en particulier avec des mineurs exploités, connus comme délinquants alors qu'ils sont eux-mêmes victimes de réseaux familiaux ou mafieux.

Selon les estimations des Nations Unies, 270 000 personnes seraient victimes de traite des êtres humains au sein de l'Union européenne. Depuis la chute du rideau de fer, les États du bloc de l'Est tels que l'Albanie, la Moldavie, la Roumanie, la Bulgarie, la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine sont devenus de réels États d'origine de traite des êtres humains, particulièrement de femmes et d'enfants. Dans la région euro-méditerranéenne un phénomène mérite d'être plus particulièrement étudié, c'est celui de la traite des êtres humains dans le cadre de déplacements de population suite à des conflits (Syriens au Liban, en Turquie, en Bulgarie...).

**Présentation des partenaires**

Ce projet rassemble les partenaires Caritas d'une douzaine de pays : le Secours Catholique - Caritas France (qui apporte un appui technique et financier), Caritas Albanie (qui coordonne le programme), Caritas Bulgarie, Caritas Espagne, Caritas Roumanie, Caritas Bosnie-Herzégovine, Caritas Kosovo, Caritas Liban, Caritas Italie, Caritas

Arménie, Caritas Ukraine et Caritas Turquie. Certains sont impliqués depuis une dizaine d'années dans la prévention et la réinsertion des victimes de traite ainsi qu'au développement de plaidoyers, de campagnes, d'ateliers et de publications sur la traite des êtres humains dans leur pays (Caritas Albanie, Kosovo, Bosnie-Herzégovine, Roumanie, Arménie, Liban Ukraine, Bulgarie). D'autres souhaitent s'enrichir des pratiques des premiers pour mieux connaître le phénomène de la traite des êtres humains et le combattre (Turquie). Ce projet a été construit par l'ensemble des partenaires impliqués et le groupe de pilotage a été précisé lors de la réunion de lancement à Madrid en Janvier 2014. Il comporte Albanie, France, Liban, Roumanie, Arménie.

### **Contexte du projet**

Transnationale par nature, la traite des êtres humains nécessite des acteurs qui la combattent avec une approche qui ne se limite pas à un territoire donné. Elle nécessite aussi un travail multi-acteurs (police, justice, travailleurs sociaux, associations) intense qui puisse permettre d'apporter des réponses adéquates et adaptées efficaces.

L'objet du projet est d'appuyer le réseau Caritas afin d'améliorer son efficacité dans la prévention, la sensibilisation et de lutter contre la traite dans la région euro-méditerranéenne. Ce réseau Caritas se compose de membres de différents projets qui ont pour mission de lutter contre la traite des êtres humains et protéger les victimes de la traite.

### **Résultats de la phase précédente 2011 - 2013**

Le **réseau** Caritas s'est activement engagé dans la promotion et le renforcement de la coopération entre les pays européens et méditerranéens pour souligner et accélérer les efforts existant pour combattre la traite des êtres humains. Les échanges des pratiques dans la lutte contre la traite des êtres humains ont été riches et ont permis la construction d'un large réseau comprenant des Caritas, des organisations non-gouvernementales et des institutions publiques (5 échanges de pratiques, 1 table ronde, 1 camp d'été avec la participation de 5 bénévoles de chaque pays, 1 camp d'été avec 25 jeunes).

Différents **outils ont été créés pour renforcer le travail de plaidoyer national et international** (une campagne commune, des campagnes en Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Kosovo, Liban, Ukraine ...et des brochures, posters et une vidéo, huit newsletters, un guide des bonnes pratiques).

La **coopération** entre les organisations non-gouvernementales et les institutions est renforcée (les Ministères des Affaires Étrangères, de la Justice, de l'Éducation, des Affaires sociales et diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales dans chaque pays).

Le Secours Catholique est devenu membre en 2013 de la **Plate-forme européenne de la société civile créée par la Commission européenne** et a intensifié son **plaidoyer** au niveau du gouvernement français pour la mise en place d'un Plan national de lutte contre la traite des êtres humains. Ce projet y a contribué à travers une meilleure connaissance du phénomène au niveau international.

## **I.3 – PRESENTATION DU PROGRAMME**

### **Objectifs**

Global :

Renforcer la coopération du réseau Caritas contre la traite pour réduire le risque de traite des êtres humains dans la région euro-méditerranéenne tout en développant notre travail en France (animation, partenariat et plaidoyer) dans ce domaine.

Spécifiques :

Renforcer les capacités du réseau Caritas et des partenaires par des formations et la création d'outils communs.

Renforcer le plaidoyer du réseau auprès des institutions de l'Union Européenne, les parties prenantes nationales, les acteurs régionaux.

### **Publics cibles :**

Directs :

Les Caritas et les partenaires impliqués.

Indirects :

Les groupes risquant d'être victimes de traite des êtres humains, les associations ainsi que les institutions impliquées dans la lutte contre la traite des êtres humains, partenaires des bénéficiaires directs.

#### I.4 – DEROULEMENT DU PROGRAMME

**Période de mise en œuvre :** de janvier 2014 à décembre 2016 (36 mois)

##### **Résultat 1 : Les compétences des équipes Caritas sont renforcées pour combattre la traite**

Une rencontre marquant **le lancement de cette nouvelle phase du projet euro-méditerranéen** a réuni 15 personnes des Caritas et des partenaires impliqués afin de mener ensemble ce projet (diagnostic commun et perspectives de collaborations sur les thèmes retenus). La construction de la structure organisationnelle et des groupes du travail et l'établissement de nouvelles méthodologies de travail pour toute la durée du projet. La rencontre a eu lieu **en Espagne début 2014**, suite à la réunion biannuelle du réseau Européen de lutte contre la traite des êtres humains – COATNET dont le Secours Catholique est membre du groupe de pilotage.

Cinq formations avec des visites d'études thématiques seront organisées dans certains pays du projet. Ces formations visent à renforcer les capacités des Caritas Membres du projet. Le choix des formations est fait par les Caritas Membres selon leur besoin dans le travail de lutte contre la traite. Les visites visent à permettre les échanges d'expériences et de pratiques et la rencontre d'acteurs locaux de lutte contre la traite des êtres humains en fonction des intérêts et domaines d'expertise de chacun. Chaque visite aura une approche thématique liée à la formation et permettra aussi une sensibilisation plus large au sein du réseau et de chaque organisation.

En mai 2014, 3 jours d'échanges et de formation seront organisés **en Bosnie-Herzégovine (2014) sur le recrutement et l'accompagnement des bénévoles dans les centres d'accueil :**

- La mobilisation citoyenne et le recrutement des bénévoles pour lutter contre la traite des êtres humains et accompagner les victimes.
- La formation des bénévoles et leur accompagnement.

Cette rencontre comprendra **une journée de visite et d'échanges sur le programme national de renforcement du bénévolat.**

3 jours d'échanges et de formation **en Turquie (fin 2014) sur l'identification des victimes de la traite parmi les personnes déplacées suite à des conflits:**

- identification de nouvelles victimes venant des zones de conflits;
- identification de victimes potentielles ;
- mise en œuvre des mécanismes de référence et d'assistance.

Les partenaires vont aussi visiter le projet Migrants de Caritas Turquie et rencontrer d'autres organisations. Avec les réfugiés d'Irak, de Syrie et d'Afrique du Nord, la problématique devient très actuelle dans le pays. Caritas Turquie souhaite construire un projet de lutte contre la traite des êtres humains mais a besoin de renforcer ses compétences et d'acquérir des outils et méthodes pour l'identification des victimes.

3 jours d'échanges et de formation seront organisés **en Albanie sur la réinsertion des victimes (2015) :**

- bonnes pratiques d'accompagnement ;
- études de cas ;
- nouvelles méthodes d'intervention promues et pratiquées dans la région.

**Caritas Roumanie** participera à la préparation de cette formation et d'échange d'expériences.

3 jours d'échanges et de formation seront organisés **en Slovénie sur l'assistance aux victimes dans les pays de transit (2016) :**

- aide d'urgence aux victimes de la traite dans les pays de transit ;
- coopération avec les institutions gouvernementales et les ambassades ;
- partenariat avec des associations.

Le Centre d'accueil de victimes en Slovénie est le seul dans le projet qui est financé par l'État. La visite du centre permettra aux partenaires de mieux comprendre le travail de coopération et de plaider auprès des institutions gouvernementales. La forme de la traite dans la région change : le pays, jusqu'ici plutôt d'origine des victimes, devient un pays de transit.

## **Résultat 2 : Le plaidoyer est renforcé**

### **Publication sur la traite des personnes déplacées suite à des conflits (2016)**

Les conflits à l'est de l'Europe (Bosnie, Kosovo, Tchétchénie...), il y a quelques années ont provoqué des situations de traite des êtres humains alors mal repérées car le phénomène était peu connu en tant que tel. Aujourd'hui, les conflits dans le nord de l'Afrique engendrent des milliers des réfugiés qui s'installent au Moyen-Orient et au sud et à l'est de l'Europe en attendant l'éclaircissement de la situation. Malheureusement, leur situation instable et les difficultés d'avoir des papiers font parfois d'eux des victimes de traite. Pour pouvoir identifier le plus vite possible les nouvelles victimes qui arrivent des zones de conflits, il est indispensable de comprendre les méthodes de recrutement et de transit de ces victimes. Une étude commune entre les partenaires du projet et avec d'autres organisations sera faite sur le sujet. Le résultat de cette étude sera publié et présenté au grand public pendant une conférence de 2 jours sur le sujet en France. Il sera utilisé comme outil pour la prévention et le plaidoyer auprès des institutions européennes et des institutions gouvernementales concernées.

### **Evènements inter-Caritas autour des Journées européennes de lutte contre la traite – 18 octobre chaque année**

Une campagne visant à sensibiliser le public au recrutement des victimes et à leur transit dans chaque pays concerné et sur les mesures qui peuvent être prises pour combattre la traite sera élaborée.

Un lancement commun est prévu, avec des actions concrètes dans chaque pays (publication de brochures et de posters, marches, colloques...). Cette campagne sera prolongée par le lancement d'un événement ou concours sur le sujet chaque année dans différents pays le 18 Octobre, journée européenne de la lutte contre la traite des êtres humains.

### **Document de positionnement sur la traite dans l'espace euroméditerranéen (2016)**

Un document élaboré dans le cadre du projet reflétera le positionnement officiel des Caritas Euro-méditerranéennes sur le sujet de la traite. Il servira à l'animation et au plaidoyer auprès des autres organisations non-gouvernementales, des gouvernements nationaux et des institutions européennes. Ce document permettra de parler d'une seule voix et de porter les mêmes recommandations sur le sujet dans les 12 pays concernés.

## **Résultat 3 : La connaissance du contexte de la traite des êtres humains dans la région euro-méditerranéenne est renforcée par l'échange et le partage d'informations**

Trois outils seront principalement utilisés :

- **Un bulletin d'information électronique** : Tous les 4 mois, un bulletin informatique sera publié. Celui-ci présentera les activités qui ont été mises en œuvre par le projet et d'autres projets en Europe, des nouvelles et toutes autres informations utiles. Chaque Caritas contribuera à la préparation de ce bulletin. Celui-ci permettra de promouvoir le travail des Caritas dans la région et reflétera les challenges auxquels il faut faire face dans la lutte contre la traite des êtres humains.
- **Le site internet du projet** sera créé et mis à jour régulièrement par Caritas Albanie. Le site sera un lieu pour l'information, la communication et les échanges via un forum. Il sera aussi un moyen de renforcer la coopération, et la communication entre les partenaires, et de développer les actions de plaidoyer qui apparaîtront dans ce bulletin. Par cette action, les Caritas et d'autres partenaires feront part, non seulement de leurs activités, mais aussi des droits des victimes, des personnes à risques et de l'information pour la prévention des personnes vulnérables.
- Une **page Facebook** dédiée au projet sera aussi créée et animée régulièrement. Cette page visera en premier temps la prévention de la traite des êtres humains par la communication auprès des jeunes des différents pays.

## **Résultat 4 : La prévention de la traite des êtres humains est renforcée par l'implication de plusieurs acteurs**

Chaque partenaire a pour rôle de disséminer au sein de son propre réseau les informations, outils et résultats obtenus par le projet. Par ailleurs, pour consolider l'implication des acteurs de terrain, et la construction de projets communs, des jeunes de chaque pays se rencontreront pendant une semaine en Albanie pour bâtir ensemble une campagne de prévention et de sensibilisation contre la traite des êtres humains. Ces temps communs de travail et de production seront l'opportunité pour les participants d'apprendre de nouvelles méthodes pour l'éducation des jeunes à travers des exercices, des jeux de rôle, des discussions ou encore des ateliers.

## I.5 PERSPECTIVES

**Pérennité/ Stratégie :** Ce projet ne se substitue pas aux projets nationaux menés par un certain nombre des partenaires du projet qui sont soutenus par le Secours Catholique. Le renforcement des capacités, l'enrichissement acquis par le biais de ce projet permettront à chacun d'envisager de nouvelles méthodes de travail. Par ailleurs, du fait de son caractère innovant et impliquant de nombreux partenaires de l'espace euro-méditerranéen, également membres du réseau Coatnet, les résultats seront largement diffusés.

### Points forts

La multiplicité des expériences du réseau Caritas dans la lutte contre la traite des êtres humains et des contextes locaux qui enrichissent l'expertise des autres partenaires. Le réseau de base est déjà construit et fonctionnel. Il s'élargira si nécessaire.

L'implication préalable des partenaires du projet dans des réseaux nationaux et leur crédibilité vis-à-vis des acteurs institutionnels dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains.

### Limites/défis :

Une attention particulière devra être portée à l'articulation entre les projets menés par les Caritas au niveau national et ce projet régional.

## I.6 MODALITES DE SUIVI / AUDIT / EVALUATION

La coordination générale du projet sera assurée par Caritas Albanie et le groupe de pilotage sera aussi constitué du Secours Catholique en tant que tel et en tant que coordinateur du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains », d'une Caritas rentrée depuis peu dans l'Union européenne, et d'une Caritas de l'Est de l'Europe, d'une Caritas de Moyen Orient Nord de l'Afrique en étroite collaboration avec les coordinateurs des projets de lutte contre la traite des êtres humains de chaque Caritas. Ce groupe de pilotage prendra une part active dans le déroulement de l'ensemble du projet. Des rapports narratifs et financiers semestriels seront soumis au Secours Catholique par Caritas Albanie. Le Secours Catholique participera aux différentes étapes et favorisera la diffusion des résultats au sein de ses réseaux (y compris le réseau Coatnet) pour favoriser une dynamique France Europe et Méditerranée en lien avec toutes les personnes concernées. Une évaluation externe et un audit sont prévus à la fin du projet.

## II – VISITE D'ETUDE ET SESSION DE TRAVAIL POUR BATIR UNE RECHERCHE-ACTION SUR LA TRAITE DES ETRES HUMAINS DANS DES SITUATIONS DE CONFLITS ARMES ET POST-CONFLITS ARMES

### II.1 VISITE DE TERRAIN AU LIBAN (26-28 MAI)

La visite de terrain au Liban du 26 au 28 mai remplace la visite de terrain initialement prévue en Bosnie-Herzégovine du 22 au 15 mai 2014.

Depuis le début de la crise syrienne en mars 2011, le nombre de réfugiés entrant au Liban (ainsi que dans d'autres pays voisins) a rapidement augmenté à mesure que les troubles s'intensifiaient en Syrie. Initialement, de petits groupes de personnes entraient dans les régions frontalières du Liban et s'établissaient dans le nord et la vallée de Bekaa. Aujourd'hui, des flux massifs de Syriens déferlent sur le Liban. Tandis que la Jordanie et la Turquie ferment leurs frontières et entravent l'arrivée de Syriens et de Palestiniens vivant en Syrie, le pronostique de la situation des réfugiés au Liban s'aggrave rapidement.

De plus, le Liban a récemment pris des mesures pour limiter l'afflux de Syriens et de Palestiniens vivant en Syrie au Liban. Le ministère de l'Intérieur a déclaré qu'aucun visa ne serait délivré à Masnaa, sur la frontière, et que ceux souhaitant se rendre au Liban devraient postuler pour obtenir un visa à l'ambassade du Liban à Damas et obtenir le visa à la sécurité générale, alors qu'auparavant il était possible de se voir remettre un visa directement à la frontière. Dorénavant, Seuls les Palestiniens de Syrie en possession d'une carte de résident valide seront

autorisés à franchir la frontière. De plus, le Liban ne renouvelera pas automatiquement les visas pour les Palestiniens au Liban.

La décision a été prise dans un contexte très difficile dû à la crise qui s'étend aujourd'hui dans le pays. En effet, en avril 2014, le Liban a battu le record mondial du plus grand nombre de réfugiés par tête. Le HCR enregistre environ 2 500 nouveaux réfugiés par jour, soit deux personnes par minutes.

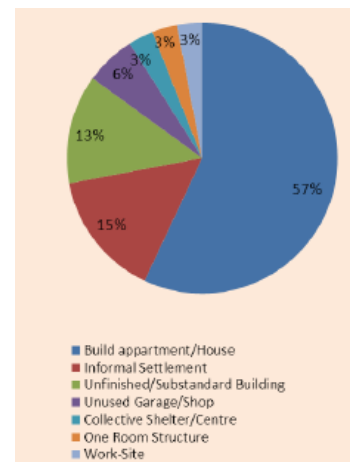
Une fois arrivés au Liban, les réfugiés peinent à survivre, à trouver un lieu où vivre et un emploi ; ils sont très vulnérables du fait de leur manque de ressources, de leur isolement, de leur absence de papiers, et ne savent guère vers qui se tourner pour trouver de l'aide.

En 2013, les forces de sécurité intérieure ont identifié 27 victimes de traite des êtres humains et ont arrêté 24 trafiquants, tandis qu'au mois de mai 2014 elles ont identifié 22 victimes (dont des femmes et des enfants) et arrêté 22 trafiquants, de toute évidence en lien avec la crise syrienne. Dans la plupart des cas, les forces de sécurité intérieure ont constaté que les filles étaient directement acheminées depuis la Syrie et qu'elles étaient contraintes de se prostituer au Liban, soit par leurs maris soit par des proches.

Sur les 118 victimes identifiées de 2009 à aujourd'hui, 7 étaient libanaises (6%), 86 étaient syriennes (73%), et les 25 autres étaient issues de pays d'Europe de l'Est (21%), selon les statistiques des forces de sécurité intérieure.

Malheureusement, le mandat de l'unité des forces de sécurité intérieure spécialisée dans la lutte contre la traite ne couvre que la lutte contre la prostitution. Toutefois, il est prévu qu'il sera étendu aux cas d'exploitation de mineurs (ex : mineurs contraints de travailler et de mendier dans les rues, etc.) dans les prochains mois, le nombre de mineurs (le plus souvent syriens) se retrouvant dans ce genre de situation s'étant accru de façon considérable ces derniers temps.

Catégories d'abri des réfugiés



D'autres cas d'exploitation ont été dénoncés par diverses organisations, tels que les mariages éphémères de jeunes filles achetées par des hommes fortunés ou la vente d'enfants par leurs parents à des hommes plus âgés et aisés vivant dans des pays arabes. De tels cas ont été identifiés en grand nombre en Jordanie.

Selon le Plan de Réponse Régionale à la crise des réfugiés en Syrie de l'HCR et de ses partenaires, 10% des femmes syriennes réfugiées et des libanaises vivant dans des communautés d'accueil ont été exposées à des formes de violence, dont le mariage forcé pendant leur minorité, le viol et la violence domestique.



<b>Planning</b>			
« Victimes de traite parmi les victimes de conflits armés »			
Heure	Lundi 26 mai	Mardi 27 mai	Mercredi 28 mai
9h00	Petit-déjeuner à l'hôtel	<b>Visite de terrain</b>	<b>Petit déjeuner</b>
10h00	« Traite des êtres humains dans un contexte de conflit armé » - Présentation de la situation par le Centre des Migrants de Caritas Liban - Présentation par Caritas Turquie - Echange entre partenaires	Abris pour enfants des rues	
11h00		<b>Visite de terrain</b>	
12h00		Réfugiés en Bekaa Frontière de Masnaa Abri collectif	
13h00			
14h00	<b>Déjeuner</b>		<b>Déjeuner</b>
15h00	Interventions de différents organismes (Représentant d'ambassade, une ONG, procureur général près la Cour d'Appel de Beyrouth, chef du Département anti-traite de la police)	<b>Visite de terrain</b>	Evaluation de la visite et prochaines étapes du projet.
16h00			
17h00			
18h00			
19h00			
20h00	<b>Dîner</b>	<b>Dîner</b>	<b>Dîner</b>
Nb. de participants	9	9	9

## II.1 VISITE DE TERRAIN EN BOSNIE – HERZEGOVINE ET France

### **Etude de cas, le vendredi 23 mai 2014 (en partenariat avec l'association Zemlja dece, la terre des enfants) Etudier le lien entre conflits armés et traite des êtres des humains à travers le cas de la Bosnie 20 ans après la guerre.**

Le groupe chargé de la recherche-action visitera les quartiers roms aux alentours de Tuzla:

- les Roms qui y habitent sont en majorité des personnes déplacées suite à la guerre de Bosnie (92-95) et suite aux accords de Dayton (qui entérinent la partition ethnique du pays engendrant des déplacements massifs de population),<sup>1</sup>
- ces quartiers ont bénéficié dans un premier temps d'une assistance internationale pour la prise en charge des victimes de guerres, des réfugiés... mais rarement en tant que personnes vulnérables à la traite des êtres humains. Les nombreuses situations de traite furent alors ignorées par la communauté internationale.
- dans un deuxième temps ces "camps" se sont pérennisés, y compris 15 ans après, enfermant leurs habitants dans la misère et créant des situations de vulnérabilité et de traite sous différentes (exploitation sexuelle, incitation à commettre des délits, mendicité forcée organisée, ... voire trafic de bébés...).

Dans ces quartiers là le taux de chômage officiel atteint les 98 %.

L'exemple de ces quartiers de Bosnie vient illustrer les mécanismes de la traite des êtres humains pendant et après un conflit et ce y compris malgré l'assistance internationale conséquente (près de 100 000 casques bleus et internationaux à l'époque). L'affaire « Hamidovic » (face émergée de l'iceberg) permettra de détailler

<sup>1</sup> Les Roms de confession musulmanes, pendant la guerre en Bosnie, n'ont été défendus par aucun des belligérants et se sont retrouvés en situation de vulnérabilité et furent particulièrement touchés par le phénomène de traite des êtres humains.

d'avantage ces mécanismes en partant de ce cas concret et relativement documenté. Le nom Hamidovic fut donné à un groupe exploitant des mineurs pickpockets provenant de Bosnie, employant majoritairement des jeunes filles pour voler les touristes dans le métro parisien. Malgré l'arrestation et la condamnation de 17 personnes appartenant au réseau, actuellement des mineurs continuent d'être exploités sans pouvoir bénéficier d'une protection de la part des autorités françaises et bosniennes.

Cette visite permettra aux participants de mieux appréhender l'intérêt de mettre en place des mesures préventives et de protection concernant la traite des êtres humains pour les victimes et réfugiés suite à un conflit.

Elle servira de repère pour élaborer les objectifs opérationnels de la recherche-action dans des contextes différents (Syrie, Liban, Turquie, Arménie, Bulgarie, Roumanie, Kosovo, Albanie...). Elle permettra aussi de vérifier les hypothèses scientifiques à.

Par ailleurs, elle vient en complément d'un travail engagé avec le Ministère des Affaires Etrangères français sur les mineurs victimes de traite issus des Balkans. Cet élément pourra servir de point d'appui à l'ensemble du réseau Caritas pour mettre en place des partenariats avec le Ministère des Affaires étrangères et les différentes ambassades sur l'approche méthodologique pour lutter concrètement contre la traite.

## II. 2 ANALYSE DE LA SITUATION AU LIBAN

**Exposé par Caritas Liban de la situation des réfugiés syriens et des risques de traite des êtres humains, le samedi 24 mai matin**

**Etudier le lien entre conflits armés et traite des êtres humains dans le cadre du conflit syrien**

Caritas Liban présentera la situation actuelle dans ce domaine dans son pays pour déterminer les éléments à étudier :

Le contexte du conflit syrien et de la problématique des réfugiés dans la région.

Une typologie des réfugiés par rapport à la question de la vulnérabilité à la traite des êtres humains (dans les camps officiels et en dehors des camps ; en fonction des minorités d'appartenance ; selon âge –enfants, adultes, homme ou femme...).

L'implication de la société civile (et de Caritas) sur cette question.

**En fin de matinée, une synthèse à partir des deux études de cas (Bosnie et Liban) autour des similitudes et différences, permettra de relever les sujets à aborder dans la recherche action, les éléments pour une approche méthodologique, les terrains de recherche (autres pays du projet euro-méditerranéen concernés : Turquie, Roumanie, Arménie, Kosovo, Albanie, Bulgarie... ; voire d'autres pays).**

## II.3 CONSTRUIRE L'ETUDE SUR 3 ANS

**Bâtir les grandes étapes de la recherche-action sur 3 ans dans les pays de la région euro-méditerranéenne, samedi après-midi**

Préciser les objectifs opérationnels et indicateurs quantitatifs et qualitatifs, publics concernés, formes de traite, ...  
 Définir, dans chaque pays concerné, les publics à risque parmi les réfugiés dans un conflit ou suite à un conflit.  
 Préciser comment travailler avec ces publics spécifiques (en s'appuyant sur la participation des personnes et sur les compétences des acteurs du réseau Caritas et de ses partenaires) avec une méthodologie commune permettant de mener à bien une analyse et un type d'intervention, mais aussi en prenant en compte les contextes différents, les difficultés linguistiques, les questions culturelles, les fonctionnements familiaux et communautaires.  
 Mettre en place un suivi-évaluation

*Exemple, application de la recherche action en Bulgarie*

*Contexte : présence de 8 000 réfugiés syriens peu suivis par les autorités et la société civile*

*a/ La recherche-action identifiera un groupe cible particulièrement vulnérable à la traite...*

*b/ En fonction des causes de vulnérabilité une série d'outils sera élaborée avec l'ensemble du réseau Caritas et des ses partenaires.*



c/ La mise en place des outils pourra nécessiter des échanges de travailleurs sociaux pour répondre aux problématiques linguistiques, culturelles propres au groupe cible

d/ Des actions de prévention, d'accompagnement de victimes, de plaidoyer... sont mises en place dans le pays

e/ Ces actions sont suivies et évaluées (régulièrement et au bout des 3 ans)

**Prévoir un rétro-planning de la recherche-action ainsi que les missions à venir de différents partenaires du projet euroméditerranéen (Turquie novembre 2014 ?) et les missions spécifiques de l'équipe recherche-action (Liban novembre 2014, Bulgarie 2015, Serbie 2015).**

## II.4 ELARGISSEMENT DE L'ETUDE A D'AUTRES CONTINENTS

**Elargir la recherche-action à d'autres situations de conflits présents dans les autres régions du monde en s'appuyant particulièrement sur le réseau Coatnet**

Préparer une rencontre à Paris en Octobre 2014 avec des représentants de différents continents (Mali, Nigéria, Colombie, Sri Lanka, et les pays du projet euroméditerranéen)

## II.5 QUESTIONS TECHNIQUES

**Lieu : Bosnie Herzégovine (Sarajevo et Tuzla)**

**Dates : 23- 25 mai 2014 (arrivée le 22 mai au soir)**

Olivier Peyroux repartira le mercredi 28 au matin

### **Participants :**

Ivana Kozina, Caritas Bosnie Herzégovine

Najla Chahda, Hombeline Duliére, Caritas Liban

Movses Hakobyan, Caritas Arménie

Jakup Sabedini, Caritas Kosovo

Geneviève Colas, Secours Catholique - Caritas France et Olivier Peyroux (appui à la recherche)

A confirmer :

*Belinda Mumcu, Caritas Turquie ?*

*Caritas Syrie ou Caritas Jordanie (sur le conflit syrien) ?*

**Prévoir les étapes clés à réaliser dans chaque pays et de façon commune sur les trois ans.**

### **Programme**

Voir page suivante

Jeudi 22 mai Sarajevo	Vendredi 23 mai Tuzla	Samedi 24 mai A Tuzla	Dimanche 25 mai Retour de Tuzla vers Sarajevo
Voyage vers la Bosnie Herzégovine	<p>Visite de terrain : étude de cas (en partenariat avec l'association Zemlja Dece, La terre des enfants)</p> <p>Etudier le lien entre conflits armés et traite des êtres des humains à travers le cas de la Bosnie 20 ans après la guerre.</p> <p>Présentation du livre « Délinquants et victimes : la traite des enfants d'Europe de l'Est en France » à la Mairie de Tuzla avec des ONG locales (à confirmer)</p>	<p>Exposé par Caritas Liban de la situation des réfugiés syriens et des risques de traite des êtres humains, le samedi 24 mai matin</p> <p>Etudier le lien entre conflits armés et traite des êtres des humains dans le cadre du conflit syrien</p> <p>En fin de matinée, une synthèse à partir des deux études de cas (Bosnie et Liban) autour des similitudes et différences, permettra de relever les sujets à aborder dans la recherche action, les éléments pour une approche méthodologique, les terrains de recherche (autres pays du projet euro-méditerranéen concernés : Arménie, Kosovo, ... Turquie, Albanie, Bulgarie... ; voire d'autres pays comme la Syrie).</p> <p>Bâtir les grandes étapes d'une recherche action sur 3 ans dans la région euro-méditerranéenne et en lien avec d'autres continents</p> <p>Prévoir un rétro-planning de la recherche-action ainsi que les missions à venir de différents partenaires du projet euro-méditerranéen (Turquie novembre 2014 ?) et les missions spécifiques de l'équipe recherche-action (Liban novembre 2014, Bulgarie 2015, Serbie 2015).</p> <p>Elargir la recherche-action à d'autres situations de conflits présents dans les autres régions du monde en s'appuyant particulièrement sur le réseau Coatnet</p> <p>Prévoir les étapes clés à réaliser dans chaque pays et de façon commune sur trois ans et le lien avec d'autres continents</p>	<p>Rétroplanning de la recherche</p> <p>Retour de Tuzla Visite culturelle</p> <p>17h arrivée à Sarajevo</p>
Nuit à Sarajevo	Ce que l'on retire de cette visite en vue d'une recherche action dans différents pays		

*Vérifier à quel moment on pourrait rencontrer l'Ambassadeur de France et le Conseiller technique régional sur la traite des êtres humains pour la France à propos de la recherche-action et de l'action de Caritas dans chaque pays ?*

(Geneviève Colas les contacte)

### **III - VISITE D'ETUDE ET ECHANGE D'EXPERIENCE SUR LA MOBILISATION CITOYENNE, L'ENGAGEMENT BENEVOLE ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE CHACUN-E POUR LUTTER CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS DANS L'ESPACE EUROMEDITERRANEEN**

#### **III.1 BUT**

En s'appuyant sur des visites de projets en Bosnie Herzégovine et à partir de l'expérience de chacun-e, développer la méthodologie pour mobiliser le grand public, impliquer des bénévoles et volontaires et renforcer leurs capacités, pour lutter contre la traite des êtres humains. Il s'agit aussi de renforcer la coopération transnationale et de mieux intégrer la question de la lutte contre la traite dans l'ensemble des programmes des Caritas.

Cette visite s'appuiera sur le contexte de la traite des êtres humains en Bosnie Herzégovine en tant que pays d'origine, de transit et de destination de différentes formes de traite qui sera décrit le lundi 26 mai 2014.

La mobilisation du grand public et l'implication de bénévoles et volontaires sera traitée à travers une formation le mardi 27 mai 2014.

Le mercredi 28 sera consacrée à des visites de terrains concernant la traite des êtres humains.

#### **III.2 OBJECTIFS**

Présenter la situation de la traite en Bosnie Herzégovine et dans les pays environnants (Serbie, Croatie, Montenegro) où, sur un territoire relativement petit, la traite des êtres humains est une activité criminelle très développée au-delà des frontières.

Présenter la méthodologie de lutte contre la traite des êtres humains en Bosnie Herzégovine en coopération avec les Organisations Non Gouvernementales et les Pouvoirs publics.

Bâtir une méthodologie pour mobiliser le grand public et recruter les bénévoles et volontaires pour lutter contre la traite.

#### **III.3 PARTICIPANTS**

Les membres du projet euroméditerranéen :

Caritas Albanie  
 Caritas Arménie  
 Caritas Bosnie-Herzégovine  
 Caritas Bulgarie  
 Caritas Kosovo  
 Caritas Liban (Centre des migrants)  
 Caritas Turquie  
 Caritas Roumanie - Bucarest  
 Caritas Slovénie  
 Caritas Ukraine  
 Secours Catholique - Caritas France

#### **III.4 PROGRAMME**

Voir page suivante

Dimanche 25 mai	Lundi 26 mai A Sarajevo	Mardi 27 mai A Sarajevo	Mercredi 28 mai A Tuzla ou plutôt une autre ville plus proche puis à Sarajevo	Jeudi 29 mai A Sarajevo
Voyage des participants vers Sarajevo	<p>10h- 12h : La traite des êtres humains en Bosnie-Herzégovine : Table ronde avec institutions et ONG Accueil : Ivo Tomasevic, secrétaire général de la Conférence des Evêques de Bosnie- Herzégovine Roland Gilles, Ambassadeur de France en Bosnie Herzégovine Samir Rizvo, Coordinateur national contre la traite en Bosnie Alain Birot, Conseiller régional technique sur la traite pour la France / <i>Eric Emeraux, Attaché de Sécurité intérieure</i> à l'Ambassade de France en Bosnie Herzégovine Eldan Mujanovic, Centre de recherche des Affaires Criminelles sur la stratégie pour lutter contre la traite des êtres humains en Bosnie Herzégovine de 2013 à 2015 : bonne pratique. 12h- 12h20 : Pause café 12h20 – 13h30 : Ivana Kozina, sur 10 ans de lutte contre la traite des êtres humains par caritas Bosnie Herzégovine et le travail de mobilisation de la société civile et d'accompagnement de bénévoles dans ce domaine Amela Efendic, MFS Emmaus sur la protection des victimes de traite 13h30 – 14h30 : Déjeuner 14h30 – 16h00 : Le rôle de l'OSCE dans la lutte contre la traite des êtres humains. Présentation du nouveau projet régional de l'OIM pour combattre la traite. 16h – 18h30 : Pour les partenaires du projet euro-méditerranéen de Caritas, présentation de la recherche-action sur la traite des êtres humains dans des situations de conflits armés et post conflits armés. 21h – 22h : Dîner</p>	<p>9h – 13h : Comment mobiliser le grand public et recruter des bénévoles et volontaires pour lutter contre la traite 13h- 15h : Déjeuner 15h – 16h : Présentation des bonnes pratiques et des difficultés par chaque partenaire : -Comment chaque Caritas travaille avec la société civile, les bénévoles et les volontaires (sur la traite et au-delà) ? 16h – 18h : Comment renforcer le travail de Caritas et ses partenaires dans ce domaine dans chaque pays. 19h30 – 22h : dîner</p>	<p>8h00 – 17h00 : Visite de terrain Implication dans un diocèse sur la traite - les paroisses - les associations - les pouvoirs publics L'engagement solidaire et le recrutement et l'accompagnement des bénévoles et volontaires pour lutter contre la traite  17h00 : Visite du centre de ressource Emmaus pour combattre la traite et d'autres formes d'exploitation  19h30 – 22h : Dîner et échanges sur la visite d'étude de la journée</p>	<p>9h00 – 11h00 : Rétro planning du projet euro-méditerranéen dans son ensemble : - recherche-action - site web - newsletter - visites d'études  Départ des participants en début d'après-midi</p>
Arrivée des participants à Sarajevo				